



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-21 - Séance du 22/06/2020

ACTES

8. Domaines de compétences par thèmes

8.2 Aide sociale

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	11	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 22 juin à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie postale et électronique aux membres du conseil d'administration le 18/06/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 18/06/2020.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, FABRITIUS Hubert, LEENHARDT Bertrand, SABASTIA Madeleine, DEMURTAS Brigitte, TURQUAY André, Bernard VIDAL

Absent excusé :

Alain SOULIER

Absent représenté par Christiane GAUBERT :

Marie-France TEXIER

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2020-21 –ADOPTION DE LA CHARTE DE CONFIDENTIALITE ET D'OBLIGATION DE SECRET PROFESSIONNEL

Marie-Thérèse AMALVY rappelle que les administrateurs des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (CCAS et CIAS) sont tenus, en vertu de l'article L. 133-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles, au secret professionnel.

En effet, cet article prévoit que " toute personne appelée à intervenir dans l'instruction, l'attribution ou la révision des admissions à l'aide sociale et notamment les membres des conseils d'administration des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale, ainsi que toutes les personnes dont ces établissements utilisent le concours et les membres des commissions d'admission, sont tenus au secret professionnel dans les termes des articles 226-13 et 226-14 du code pénal et passibles des peines prévues à l'article 226-13 ".

L'article 226-13 du nouveau code pénal (anciennement art. 378 de ce code) définit la violation du secret professionnel et la sanctionne.

Ces dispositions visent à établir la confiance entre, d'une part, les demandeurs d'aide sociale et, d'autre part, les administrateurs et les personnels des CCAS et CIAS, tenant compte des missions d'intérêt général confiées à ces derniers dans le cadre des attributions dévolues à ces établissements publics.

Elles permettent également de garantir la sécurité des confidences que les personnes concernées sont dans la nécessité de faire à l'occasion de leurs entretiens avec notamment les agents de ces établissements.

En conséquence, la transmission aux membres du conseil d'administration d'un compte rendu relatant les délibérations, prises par ce dernier, ne porte pas atteinte au principe de confidentialité dès lors que ce dernier n'est pas ensuite porté à la connaissance d'un tiers.

Par ailleurs, le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) impose à toutes les structures publiques de désigner un délégué à la protection des données. Cela concerne les collectivités ainsi que tout organisme ou autorité publique locale agissant en tant que responsable de traitement ou sous-traitant (CCAS, EPCI, etc.) Le RGPD fixe le cadre juridique applicable aux traitements de données à caractère personnel.

Il impose que les données à caractère personnel soient collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Une fois l'objectif de la collecte des données à caractère personnel atteint, la conservation de ces données n'est plus justifiée. Elles doivent en conséquence être supprimées ou anonymisées.

Il est précisé que cette anonymisation des données se fera également dans le cadre des instances relatives au fonctionnement du CCAS, notamment sur la présentation des dossiers lors des commissions permanentes.

Il est donc proposé au conseil d'approuver la charte de confidentialité et d'obligation de secret professionnel jointe en annexe.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

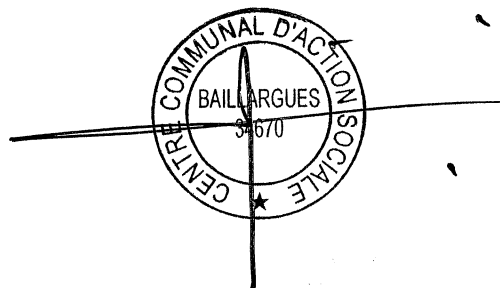
Le conseil d'administration **APPROUVE** la charte de confidentialité et d'obligation de secret professionnel jointe en annexe.

Pour extrait conforme,

Le 22/06/2020

Le président,

Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Téléréfours citoyens » accessible par le site Internet www.telerefours.fr.

Envoyé en préfecture le 02/07/2020

Reçu en préfecture le 02/07/2020

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20200622-DLP2020_21-DE